



Session parallèle C : TVA/TPS et économie du partage/à la demande : réponses politiques – Modèles émergents

Rapport de l'OCDE sur l'économie du partage/à la demande(2021)

27 janvier 2026

Hanna Lee
Secrétariat de l'OCDE



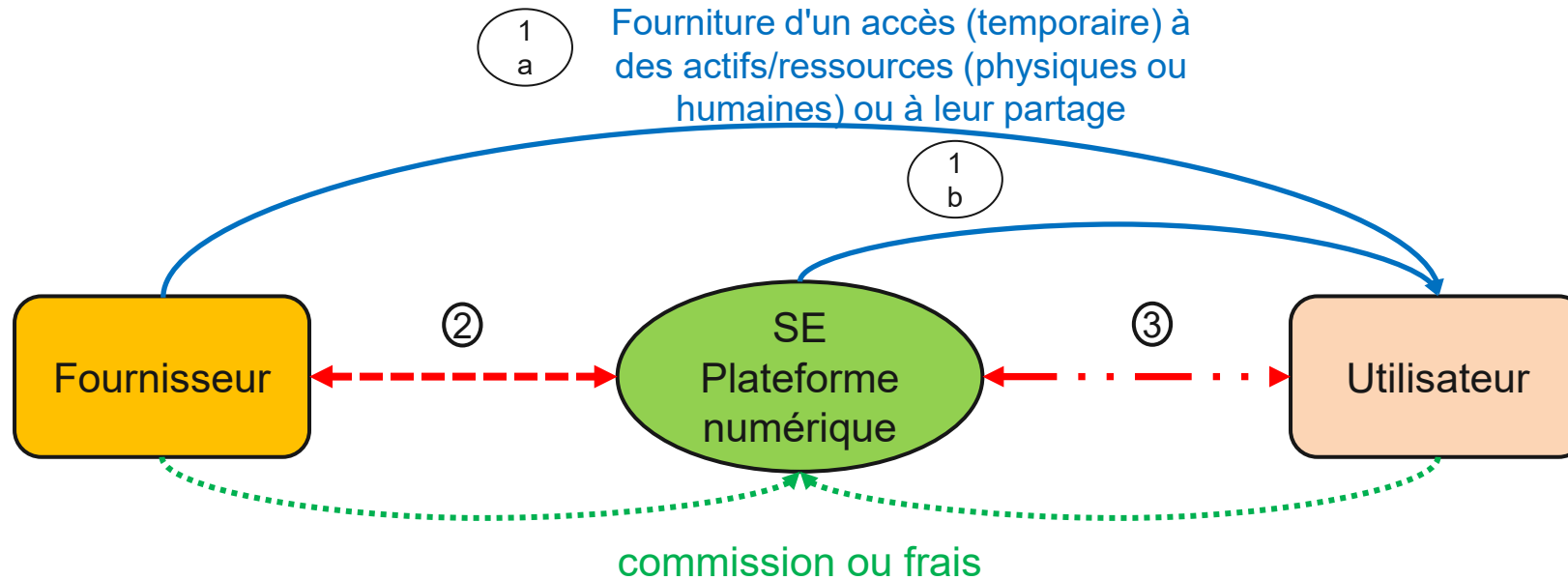
L'économie du partage/à la demande

Principales caractéristiques relatives à la TVA/TPS

- Les activités ne sont peut-être pas nouvelles, mais les moyens par lesquels elles sont mises en œuvre le sont.
 - Une grande variété d'activités potentielles
- Les plateformes numériques jouent un rôle essentiel.
 - Faciliter les activités, assurer la confiance grâce à la technologie, avoir accès aux données (potentiellement pertinentes à des fins de TVA/TPS)
 - Permettre aux fournisseurs de contacter des clients du monde entier depuis un ou quelques pays seulement.
 - Permettre aux fournisseurs de concurrencer collectivement les opérateurs économiques traditionnels (même les plus importants).
- Peut impliquer un grand nombre de microtransactions (notamment dans le secteur des transports).
- Les fournisseurs sous-jacents sont :
 - Principalement les particuliers (qui sont susceptibles d'être moins au courant de leurs obligations en matière de TVA/TPS)
 - Utilisation fréquentes des actifs à la fois pour des activités de partage/économie collaborative et à des fins privées.
 - En général , une certaine présence dans la juridiction fiscale
- Les moyens de paiement électroniques sont la norme.
 - Mais les transactions en espèces existent encore, notamment dans les économies en développement.



Fonctionnement de base de l'économie du partage/à la demande



Les interactions possibles entre les parties peuvent inclure :

- ① a. Fourniture d'un accès (temporaire) à des biens ou des ressources (physiques ou humaines) par le fournisseur à l'utilisateur
- ① b. Fourniture d'un accès (temporaire) à des biens ou des ressources (physiques ou humaines) par la plateforme numérique à l'utilisateur
- ② Interaction entre le fournisseur et la plateforme numérique
- ③ Interaction entre la plateforme numérique et l'utilisateur



Défis techniques et administratifs

- La question cruciale du « seuil »...
 - Impact sur l'assiette de la TVA/TPS ? Conséquences du déplacement d'activités/de recettes ?
 - Combien de contribuables intégrez-vous au système fiscal ?
 - Compromis entre neutralité, recettes, efficacité administrative et conformité
- Quel est le statut de l'offre sous-jacente (caractérisation) ?
 - Éléments essentiels pour déterminer le traitement de la TVA/TPS : lieu d'imposition ; imposable/exonéré/à taux zéro ; taux applicable
- Quel est le statut des acteurs du partage/des petits boulots (fournisseurs, plateformes, utilisateurs) ?
 - Question de l'agent contre le mandant - impact potentiel sur la base d'imposition et la population imposable ?
- Défis et risques liés à la TVA intrants ?
 - Comment déterminer la TVA/TPS à déduire des actifs utilisés à la fois pour une activité privée et professionnelle ?



Rapport de l'OCDE sur l'économie du partage et à la demande (2021)



- le suivi et l'analyse des autorités fiscales
- Identifier et analyser les principaux défis et opportunités que l'économie collaborative/des petits boulots est susceptible de créer pour la politique et l'administration de la TVA/TPS.
- Identifier et analyser les réponses politiques potentielles que les autorités fiscales pourraient envisager :
 - L'accent est mis sur le rôle des plateformes numériques, tout en tenant compte des autres options politiques et administratives disponibles.
 - Les secteurs de l'hébergement et des transports servent de cas pilotes
- Le résultat d'un processus inclusif impliquant les membres du Forum mondial de la TVA (gouvernements et entreprises).

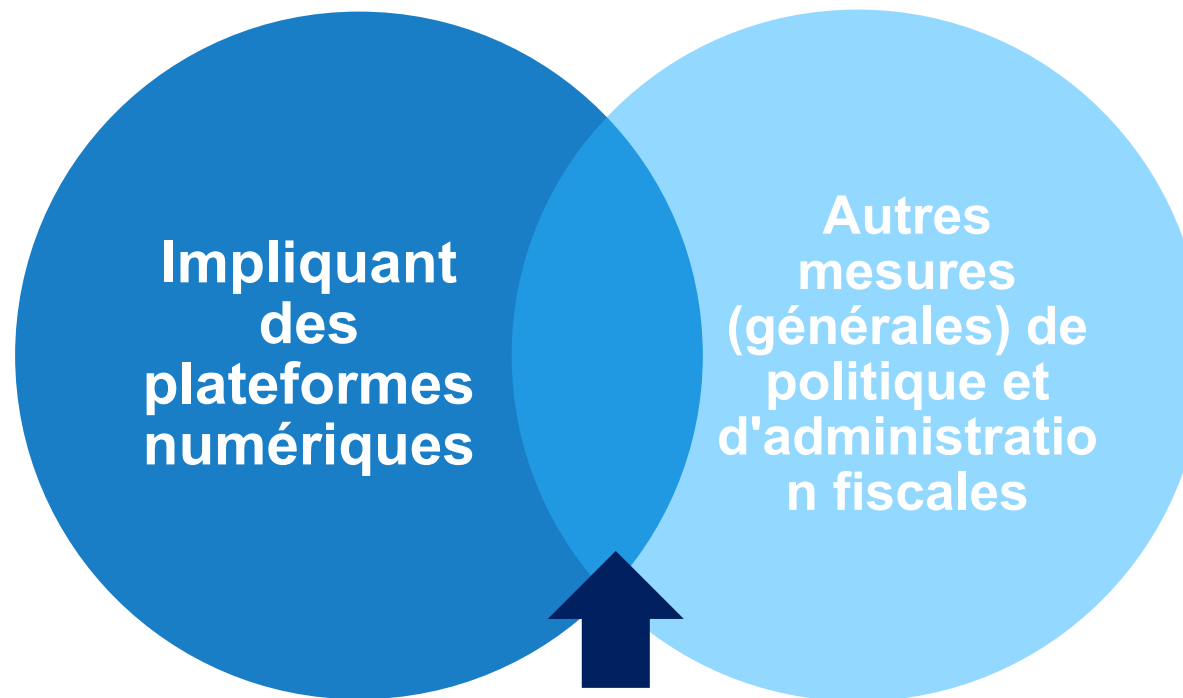
<https://doi.org/10.1787/51825505-en>.



Rapport 2021 de l'OCDE sur l'économie du partage et à la demande

Politique en matière de TVA/TPS : la question du « comment »

- Éducation
- Rôle en matière de reporting (Règles de reporting type de l'OCDE pour les plateformes numériques)
- rôle de collecte de la TVA/TPS



- Seuils
- Régimes fiscaux présumés
- Obligations de collecte et/ou de déclaration par des tiers
- Facilitation de l'enregistrement, de la comptabilité et du reporting
- solutions informatiques
- outils pédagogiques

Combinaison?

Il n'existe pas de **solution unique**.

Une **approche hybride/incrémentale** pourrait être une solution possible.

Compte tenu du **secteur/modèle d'entreprise spécifique**, des **objectifs politiques** et des **circonstances nationales**



Rapport 2021 de l'OCDE sur l'économie du partage et des plateformes : **Étapes possibles du processus de décision politique**

Assurer une bonne compréhension de l'ampleur et de la croissance de l'économie du partage/à la demande au niveau national

- Pour appuyer la prise de décision fondée sur des données probantes – proactive et/ou réactive
- Envisager un cadre/une méthodologie pour le suivi/la collecte de données



Évaluer la nécessité (le cas échéant) d'une action politique (le « pourquoi »)

- Les motivations des politiques nationales peuvent varier – sans nécessairement inclure (toutes) les activités de l'économie collaborative/des petits boulots dans le champ d'application de la TVA/TPS.
- Une compréhension claire de l'objectif politique est essentielle pour déterminer les réponses politiques appropriées (type et conception).



Concevoir et mettre en œuvre la réponse politique appropriée (le « comment »)

- Il n'existe pas de solution unique.
- Il n'est pas nécessaire de s'écarter des règles habituelles en matière de TVA/TPS ; il convient de tester l'application de ces règles et de résoudre tout problème ou lacune en matière de politique ou d'administration.
- Tenant compte des spécificités nationales et de la nécessité (éventuelle) de compromis (neutralité, recettes, efficacité)